

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20 novembre 2018

Gilets jaunes

L'initiative des « *gilets jaunes* » a eu comme centre de gravité des mots d'ordres la question des taxes et en particulier sur les carburants. C'est l'expression d'un mécontentement profond, du rejet de la politique du gouvernement. Elle a exprimé aussi d'une certaine façon le sentiment de la petite classe moyenne d'être abandonnée et cela d'autant plus qu'elle habite dans des zones péri-urbaines ou rurales particulièrement touchées par la destruction des services publics. Dans les barrages se sont retrouvés des artisans, des petits patrons mais aussi des retraités, des chômeurs et des salariés qui n'en peuvent plus de leur situation misérable et qui ont voulu pousser un cri de colère et de lutte. Dans ceux qui sont à la manœuvre, et leur discours anti-taxe étendue à celui des entreprises qui auraient trop de charges en est le révélateur, il y a beaucoup de patrons et de professions libérales. Notons aussi que dans l'expression de ces « *leaders* », sont totalement absents les profits considérables des grandes entreprises monopolistes et tout particulièrement celles de l'énergie, la question des salaires et des pensions ainsi que les politiques visant à liquider les services publics, à privatiser et à abattre les conquêtes sociales comme la sécurité sociale.

Cela n'est pas pour déplaire au patronat et à son gouvernement qui trouvent là des « *adversaires* » qui pourraient être capables de canaliser le mécontentement voire à terme de « *l'orienter* » vers des partis dits « *contestataires* » capables d'endiguer une prise de conscience de classe portant la nécessité d'un changement révolutionnaire de la société. Ainsi, les *media*, tous au service du grand capital, ont-ils promus ces initiatives avec beaucoup de délectation et de sympathie. Ils leur ont donné un temps de parole qu'aucune manifestation syndicale contre la loi el Khomri, la loi travail ou les luttes récentes à la SNCF n'ont jamais eu. Ils ont constamment souligné la mise hors jeu des représentations syndicales comme pour mieux justifier un dialogue avec la « *société civile* » les excluant. Ainsi à la lutte des classes se substituerait un « *nouveau dialogue* » au sein même de la dite « *société civile* » entre ceux qui sont pour la « *transition énergétique* » et ceux qui sont contre et qu'il faudrait, suivant les paroles du premier ministre, accompagner dans cette transition : belle conception de la démocratie que cet accompagnement !

Sur ce terrain, la CFDT s'est offerte une nouvelle occasion de jouer son rôle de fidèle berger du patronat en proposant une grande concertation sociale pour accompagner cette transition. Les partis de Droite, d'extrême-droite se proclament avec les manifestants pour tenter de rafler des voix et se porter candidats à la succession pour continuer la politique de Macron. D'autres protestent vigoureusement sur le manque de détermination du gouvernement en cette matière mais pas un ne porte évidemment le fer sur la question cruciale : celle de la responsabilité première du grand capital avec le gouvernement à son service, dans la situation précaires des salariés, des jeunes, des chômeurs et de leurs familles. Car la question est bien là et seulement là.

Nous disons et c'est là le sens de l'appel de notre congrès des 16 et 17 novembre, aux travailleurs, aux chômeurs aux jeunes, aux retraités qu'ils n'ont rien à gagner dans ce combat pipé. La seule voie pour en sortir c'est celle de la lutte résolue, la lutte interprofessionnelle, de plus en plus fort, tous ensemble, unis, pour faire reculer Macron et le capital. C'est de mener aussi, en permanence, la lutte politique contre le capitalisme, jusqu'à l'abattre, pour un changement de société qui mette un terme à ce capitalisme prédateur et ouvre la voie à une société socialiste libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.